



Ambassade de France au Pakistan
Service économique d'Islamabad

Islamabad, le 15 février 2024

Pakistan : Veille économique du 15/02/2024

FMI- Une mission des services du Fonds annoncée début mars.

Dans un rapport publié après le scrutin général du 8 février, Moody's souligne les incertitudes politiques qui compliqueront la capacité du Pakistan à négocier rapidement un nouveau programme du FMI.

Energie - Le FMI demande au gouvernement de revoir sa copie en matière de stratégie de dette circulaire de l'électricité.

Energie – Sur recommandation du FMI, le Comité de coordination économique procède à un ajustement des tarifs du gaz.

Energie - Le Comité chargé de la privatisation (CCoP) est favorable à la proposition du ministère de l'énergie visant à confier la gestion des DISCO au secteur privé.

Baisse des réserves de la Banque Centrale de 221 MUSD par rapport au début janvier.

CCEAG-Pakistan : De plus en plus de dirigeants d'entreprises pakistanaises décident de transférer leurs activités commerciales et financières à Dubaï.

FMI- Une mission des services du Fonds annoncée début mars.

Une mission des services du Fonds est prévue début mars à Islamabad pour (i) la seconde revue prévue dans le cadre de l'accord de confirmation (SBA) et (ii) entamer les négociations d'un nouvel accord qui pourrait prendre la forme d'une facilité élargie de crédit (EFF). Le nouvel accord pourrait démarrer mi-juillet 2024, comme c'était le cas du SBA, pour permettre un alignement du budget 2024-25 qui sera adopté au Parlement en juin.

La presse craint que la troisième et dernière tranche de l'accord de confirmation (SBA) de 828 M de DTS (environ 1,2Md USD) soit conditionnée au résultat de l'enquête concernant la transparence du scrutin général du 8 février après les allégations d'irrégularités et de fraude.

Dans un rapport publié après le scrutin général du 8 février, Moody's souligne les incertitudes politiques qui compliqueront la capacité du Pakistan à négocier rapidement un nouveau programme du FMI.

Dans son communiqué, Moody's rappelle qu'après les élections du 8 février, le Pakistan accumule les

incertitudes (i) sur la capacité du nouveau gouvernement à former un consensus lui permettant de poursuivre des réformes difficiles mais nécessaires, y compris en matière d'augmentation des recettes ; (ii) sur le risque de protestations populaires qui pourraient saper la légitimité et la stabilité du nouveau gouvernement ; (iii) sur les risques de tensions sociales qui pourraient s'intensifier et limiteraient la capacité du gouvernement à entreprendre des réformes. En conséquence, pour l'agence de notation, les incertitudes concernant la mise en place d'un nouveau programme du FMI après l'expiration du programme actuel en avril 2024 restent très élevées.

Energie - Le FMI demande au gouvernement de revoir sa copie en matière de stratégie de dette circulaire de l'électricité.

Le FMI a notamment souligné que (i) les objectifs présentés par le MoE n'étaient pas réalistes (problèmes de données) ; (ii) le plan proposé par le MoE ne répondait pas aux problèmes soulevés par le Fonds ; (iii) la rationalisation des tarifs de l'énergie n'avait pas été bien préparée.

Le chef de mission Pakistan Nathan Porter a indiqué « qu'il était essentiel que le gouvernement se concentre sur des réformes sectorielles de grande envergure permettant de réduire le coût élevé de l'énergie, de réduire les vols d'électricité et les pertes du réseau, mette en place un système qui soit susceptible d'améliorer la gouvernance et la gestion des structures de distribution de l'électricité (les DISCO), et crée un programme de gestion permettant d'ajuster régulièrement les tarifs de l'électricité à l'offre ». Il ajoute que « le plan proposé ne résolvait ni la question de la forte augmentation du prix de l'électricité sur les ménages vulnérables ni les risques budgétaires portés par la dette circulaire alors que les subventions électriques avaient fait peser une charge considérable sur le budget au cours des dernières années ».

Le plan du MoE envoyé au FMI avait été approuvé par le Conseil spécial de facilitation des investissements (SIFC), mais le quotidien économique de référence (Business Recorder) estime que le ministère des finances n'y avait pas suffisamment contribué. Le MoE a indiqué qu'il allait modifier et clarifier son plan d'action visant à réduire la dette circulaire.

Energie – Sur recommandation du FMI, le Comité de coordination économique procède à un ajustement des tarifs du gaz.

Le Comité de coordination économique (ECC) a décidé d'augmenter le prix du gaz :

- jusqu'à 27% pour les particuliers ne faisant pas partie des catégories pauvres ;
- de 20 % pour les centrales électriques situées au sein des cimenteries et/ou des sites de fabrication textile, malgré une campagne de lobbying de l'APTMA, la fédération professionnelle des industries textiles du Pakistan contre ces augmentations ;
- de 11% pour les usines d'engrais ;
- il exempte d'augmentations les populations les plus défavorisées.

Selon la ministre des Finances, la révision du tarif de vente devrait permettre aux sociétés gestionnaires de gazoducs (Sui Northern Gas Pipelines Limited -SNGPL- et Sui Southern Gas Company -SSGC-) de dégager des bénéfices cette année.

On notera que, depuis 15 jours, les discussions de l'ECC se sont déroulées dans un climat tendu (les membres de l'ECC craignaient des manifestations populaires et des fermetures d'usines textiles) et l'augmentation du prix du gaz exigée par le FMI est finalement inférieure au projet initial qui prévoyait une augmentation jusqu'à 69%. L'économie budgétaire qui résulte de ces mesures et de la suppression des subventions à l'industrie des engrais représente 360 MUSD, contre 860 MUSD prévu initialement.

Energie - Le Comité chargé de la privatisation (CCoP) est favorable à la proposition du ministère de l'énergie visant à confier la gestion des DISCO au secteur privé.

Le CCoP s'est déclaré favorable au projet de mise en place d'un accord de concession à long terme pour les sociétés de distribution. Le gouvernement de transition s'est toutefois retenu de poser les jalons d'une telle politique après que la commission électorale du Pakistan (ECP) a considéré qu'un gouvernement de transition n'avait pas la compétence constitutionnelle pour engager de telles réformes. Certains experts considèrent qu'une telle politique de concession ne pourrait porter ses fruits que dans le cadre d'une dérégulation énergétique de plus grande ampleur.

Les réserves de la Banque Centrale (State Bank of Pakistan -SBP) en baisse de 221 MUSD par rapport au début janvier.

A la fin de la première semaine de février, les réserves de change de la SBP s'établissaient à 8 Mds USD, contre 8,221 Mds USD il y a un mois. Cette situation est liée au remboursement de la dette.

CCEAG-Pakistan : De plus en plus de dirigeants d'entreprises pakistanaises décident de piloter leurs activités commerciales et financières depuis Dubaï.

Au cours des 20 derniers mois, des hommes d'affaires et des Pakistanais issus des grandes familles marchandes du pays ont non seulement investi massivement dans l'immobilier à Dubaï (avec 10,6 Mds USD d'investissements immobiliers, les Pakistanais sont les troisièmes investisseurs immobiliers dans l'Emirat, après les investisseurs indiens -29,8 Mds USD- et les investisseurs britanniques -14,7 Mds USD-).

Depuis plus de deux ans, les incertitudes politiques et économiques, le contournement des mesures administratives de contingentement des importations et de restriction des flux de devises, la détérioration de la situation en matière d'ordre public, avec des Mafia effectuant « des extorsions » dans les quartiers de Karachi, ont amené des grands groupes privés pakistanais à accélérer le transfert de certaines de leurs activités à Dubaï, notamment en matière d'import-export.

CALENDRIER :**3 mars 2024** : élections sénatoriales.

INDICATEURS	
Population (recensement 2023)	241,49 millions d'habitants
PIB	372 Mds USD (juin 2023) contre 376,5 Mds USD (juin 2022)
Croissance du PIB Année 2022/2023 Prévisions (2023/2024)	+ 0,28% (source pakistanaise) - 0,6 % (source Banque mondiale) + 3,5 % (hypothèse retenue dans le budget) +1,7 % (hypothèse de la Banque mondiale)
PIB par habitant	1448 USD (contre 1 586 USD au 30 juin 2022)
Taux de chômage	10 % en septembre 2023 en g.a
Taux de chômage des jeunes	12,2% en juin 2023 en g.a
Taux de pauvreté (Banque mondiale, septembre 2023)	39,4 % des Pakistanais vivent en dessous du seuil de pauvreté
Indice des prix à la consommation En continu (janvier 2024) Prévisions (2023/2024)	28,3 % au en g.a 26,5 % (estimation Banque mondiale)
Taux directeur banque centrale	22 % (depuis le 20 juin 2023)
Réserves de change	8 Mds USD au 06/02/24 (3,5 Mds USD au 27/06/23)
Balance commerciale 2022/2023	- 25,59 Mds USD (bilan provisoire)
Compte courant (2022/2023)	+2,56 Md USD
Dette publique (% PIB)	207,7 Mds USD soit 73,2% du PIB
Dont Dette externe	77,2 Mds USD
Transferts de fonds des émigrés 2022/2023	25,8 Mds USD (31 Mds USD en 2021/2022)
Flux d'IDE 2022/2023	1,456 Md USD (-25% par rapport à 2021/2022)
Indice de perception de la corruption 2021	140 ^{ème} /180 (124 ^{ème} /180 en 2020)

(Valeur de la PKR : 1 USD = 279,26 PKR (14/02/24) contre 1 USD = 287,2 PKR (31/07/23))